

Opening remarks by Commissioner Moscovici on the European Semester Winter Package

Bonjour à tous. Je voudrais commencer par tirer trois enseignements importants et généraux de ce cinquième « paquet d'hiver » que présente la Commission.

D'abord, notre économie est globalement en bonne santé et ses déséquilibres se corrigent. C'est, au-delà des inflexions de la conjoncture, une tendance profonde et un progrès remarquable depuis 2014.

Nous sommes dans une phase de ralentissement, mais malgré tout il faut garder un cap, l'économie de l'Union européenne et de la zone euro ne s'est jamais aussi bien portée depuis la crise financière :

Le taux d'emploi atteint un niveau record, le chômage est plus bas qu'avant la crise et il continue de diminuer dans les Etats-membres où son niveau reste toutefois parfois élevé.

Quant aux déficits budgétaires, ils se sont réduits massivement, ils ont été en moyenne dans la zone euro divisés presque par 10, l'investissement privé et public augmente et les banques sont beaucoup plus robustes qu'elle ne l'étaient avant en 2008.

Et je veux souligner un élément qui est important : au cours des dernières années, la croissance a généralement été plus élevée dans les pays à faible niveau de PIB par habitant. Ce qui veut dire que les moins riches croissent plus vite, bénéficiant ainsi d'un effet de rattrapage, ce qui a contribué à corriger leurs déséquilibres macroéconomiques. Et si cette nouvelle se poursuit, mais elle ne se poursuit pas seule, c'est aussi une bonne nouvelle pour la convergence entre nos économies et à laquelle nous sommes très attaché.

Deuxième enseignement, le Semestre Européen et la surveillance économique sont maintenant une procédure qui fonctionne. Ça nous permet d'examiner les politiques économiques nationales. Avant la crise, les politiques économiques des pays de la zone euro étaient menées de façon isolée, sans tenir compte de l'impact sur l'ensemble et nous avons désormais un outil de mesure, d'évaluation, de transparence qui nous permet de discuter avec les Etats Membres et ainsi d'anticiper, d'éviter les problèmes, de les corriger avant qu'il ne soit trop tard.

Troisième enseignement, je ne veux pas rester dans une impression de béatitude tout ça ne veut pas dire que tout va bien pour autant.

Parce que quand on y regarde un peu plus près, la croissance en Europe ne profite pas de la même manière à tous les pays, à toutes les régions, à tous

les citoyens. Certains États membres connaissent encore tout de même un taux de chômage élevé, un revenu réel des ménages inférieur aux niveaux d'avant la crise et des taux de pauvreté qui aussi restent beaucoup trop importants. L'objectif de la cohésion sociale reste au cœur de la démarche de la Commission.

Le niveau de la dette privée et de la dette publique reste historiquement haut et le rééquilibrage des positions extérieures, un continent qui est très extraverti, reste insuffisant.

La plupart des déficits importants de la balance courante ont été corrigés, mais quelques États membres font encore face à d'importantes dettes extérieures.

Enfin, l'Allemagne et les Pays-Bas continuent d'afficher d'importants excédents de la balance courante qui, en soit, sont des déséquilibres pour les pays eux-mêmes, mais aussi pour la zone euro toute entière.

La correction de ces deux déséquilibres – dettes d'un côté, balance courante de l'autre – prendra, et nous le savons, inévitablement du temps, mais il faut poursuivre les efforts car cela reste les principales sources de vulnérabilité de la zone euro.

Si nous voulons rendre nos économies plus résilientes, si nous voulons qu'elles soient moins dépendantes de la demande extérieure, il faut, et c'est ce que nous appelons à faire aujourd'hui, un rééquilibrage plus symétrique dans l'ensemble de la zone euro, avec une consolidation continue là où elle est nécessaire, notamment dans les pays qui restent avec une dette publique élevée et avec des déficits marqués, avec une augmentation des investissements publics et une demande intérieure plus forte lorsque l'espace budgétaire le permet. C'est ce rééquilibrage que nous poursuivons depuis près de cinq ans maintenant et il doit se continuer.

Allow me, after Valdis, to say a few words now on three countries of specific interest in today's package.

First, Slovenia, as we have adopted today our Opinion on the country's updated Draft Budgetary Plan. We see this updated plan as being at risk of non-compliance with the provisions of the Stability and Growth Pact.

I am conscious that this conclusion may seem surprising given that Slovenia's headline fiscal deficit has improved strongly and its public debt is falling. However, this impressive performance is largely thanks to the high growth momentum: Slovenia has posted some of the highest growth rates in the euro area in recent years and is set to continue growing robustly this year, our forecast is at 3.1%. And taking into account the cycle, the structural effort, and that's why we are taking this Opinion, in both 2018 and 2019 is falling short of what the Council recommended.

We therefore invite the authorities to take the necessary measures within the national budgetary process to ensure that the 2019 budget will be in compliance with the Pact, but, of course, again we need to take into account

the very strong economic performance of the country.

Let me turn now to Greece, for which this package marks another important step on the road to normality. Greece is now, as you know, fully integrated into the European Semester and is the subject of a Country Report for the first time ever today, as well as a second enhanced surveillance report which looks at compliance with the reform commitments due to be implemented by the end of 2018.

Concerning the country report, our conclusions are that Greece has excessive imbalances. This was also the case with other countries leaving financial assistance programmes such as Portugal and Cyprus at the time and it simply reflects the stock of challenges that Greece still faces. These include the very high unemployment rate still, high debt, and NPLs – and this should not surprise anyone. This conclusion should not come as a shock.

Concerning the enhanced surveillance report, most reform commitments have been met. These include the adoption of a budget for 2019 with a primary surplus of 3.5% of GDP, the closure of major privatisation tenders in the gas sector or at Athens International Airport, healthcare and investment reforms or changes in the judicial system.

There are two main open issues on which discussions are continuing: the extension of the protection of primary residences under the household insolvency law, the so-called Katseli Law, and the divestment of the Public Power Corporation's lignite-fired generation capacity.

Needless to say, it is in Greece's interest that all outstanding actions are completed ahead of the 11 March Eurogroup.

I will take forward our discussions with the Greek authorities in the visit that I will pay tomorrow in Athens.

Finally, to confirm what Valdis said, a word on Italy. The challenges facing the Italian economy are well-known and they are quite considerable I must say:

- o high public debt, very high public debt;
- o low productivity growth, also due to the slow investment recovery;
- o high structural unemployment;
- o and the decreasing but still high share of NPLs in the banking sector.

The lack of progress in addressing these challenges unfortunately leads us to conclude that Italy's macroeconomic imbalances remain excessive.

So our message to Italy is also familiar, but is quite strong: that it must take steps to improve the quality of its public finances, increase the efficiency of its public administration and also of justice system, enhance its business environment, and strengthen its labour market as well as the financial system. Moreover, the urgency of doing so is all the greater given

the Italy's weakening economic outlook.

For those who don't remember it our forecast for 2019 is not higher than 0.2% growth and this is why we feel this sense of urgency and we want to pinpoint it.

On that note, I hand over to Marianne.